

Deux nouveaux indicateurs d'activité dans les services et le commerce pour affiner le suivi conjoncturel sur ces secteurs

Depuis mars 2017, la palette d'indicateurs conjoncturels fournie par l'Insee s'est enrichie de deux nouveaux indices, l'indice de production dans les services (IPS) et l'indice de volume des ventes dans l'ensemble du commerce (IVVC). Tous deux s'avèrent bien corrélés au climat des affaires de leur secteur issu des enquêtes de conjoncture. Ils sont également bien corrélés avec les agrégats correspondants des comptes nationaux trimestriels, l'IPS avec la production de services marchands et l'IVVC avec celle des services commerciaux. Dans certains cas, l'IPS peut servir à compléter le diagnostic conjoncturel en temps réel.

Depuis mars 2017, l'Insee élabore un indice de production dans les services (IPS) qui vient compléter le panel d'outils destiné au suivi de l'activité économique en France. Comme l'indice de la production industrielle (IPI), cet indice est calculé mensuellement. Il est publié environ 60 jours après la fin du mois considéré, comme les indices de chiffres d'affaires en valeur dont il est issu (cf. [la méthode](#)). Par rapport à ces derniers, il vise à mesurer l'évolution du volume d'activité, hors effets prix, ce qui facilite l'interprétation à des fins d'analyse conjoncturelle.

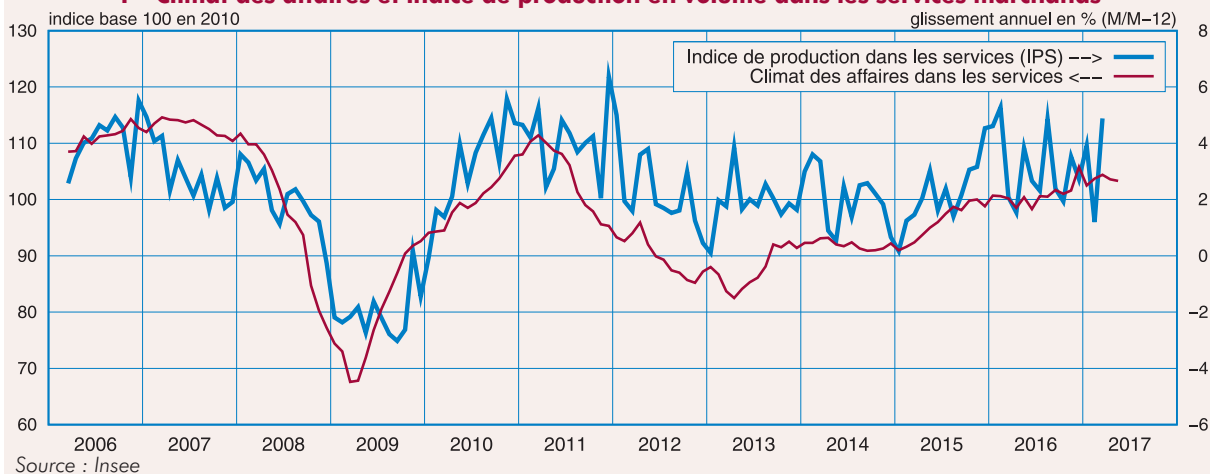
L'IPS s'obtient par agrégation des indices de production des secteurs de services marchands qu'il couvre (la plupart, à l'exception des activités qui ne sont pas assujetties à la TVA comme les services financiers ou de santé marchande). De façon analogue, un indice de volume des ventes dans le commerce (IVVC) relate dorénavant chaque mois le volume d'activité des secteurs du commerce. Avec l'indice de la production industrielle et l'indice de la

production dans la construction, la conjoncture de la plupart des secteurs marchands est désormais suivie à l'aide d'un indicateur quantitatif mensuel.

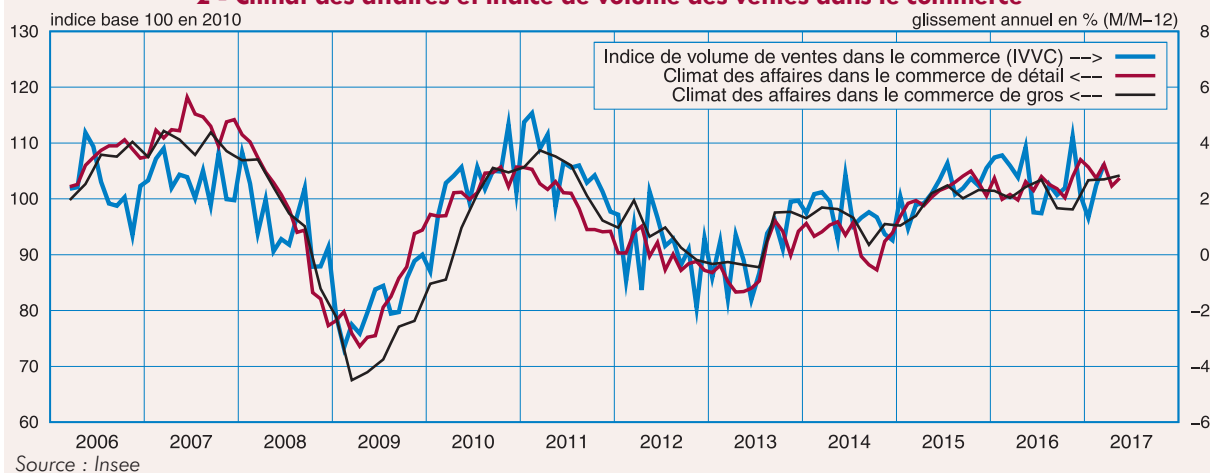
Ces deux nouveaux indicateurs quantitatifs sont bien corrélés aux climats des affaires sectoriels estimés à partir des enquêtes de conjoncture

Même si la variabilité mensuelle de l'IPS est plus importante que celle du climat des affaires estimé à partir de l'enquête de conjoncture dans les services (Gorin et al., 2015), leurs tendances de moyen-long terme apparaissent très corrélées ; le coefficient de corrélation depuis 2006 entre le climat des affaires et le glissement annuel de l'IPS est de 68 % ([graphique 1](#)). Il en est de même pour l'IVVC ([graphique 2](#)) : le coefficient de corrélation depuis 2006 entre le glissement annuel de cet indicateur et le climat des affaires est de 69 % sur le champ du commerce du détail (y compris commerce et réparation automobile) ; il est de 75 % sur le champ du seul commerce de gros.

1 - Climat des affaires et indice de production en volume dans les services marchands



2 - Climat des affaires et indice de volume des ventes dans le commerce



L'IPS et l'IVVC sont également bien corrélés avec les agrégats correspondants des comptes nationaux trimestriels

Dans les comptes nationaux trimestriels, la production du commerce et des services n'est pas estimée directement : elle est obtenue par solde entre les ressources et les emplois, à un niveau relativement fin de la nomenclature des produits (l'hébergement, la restauration, les télécommunications, etc.). Pour de nombreux produits, les indices de chiffre d'affaires servent à calculer certains emplois (consommation, investissement, etc.) ; par exemple, l'indice de chiffre d'affaires dans la restauration est l'indicateur retenu pour élaborer la consommation trimestrielle du produit considéré. D'autres indicateurs sont parfois privilégiés : par exemple, les données de l'Arcep pour la consommation en télécommunications ou les données de la balance des paiements pour les exportations de services.

Malgré ces différences de sources, la production de services issue des comptes trimestriels et l'indice de production dans les services s'avèrent bien corrélés, sur un champ rendu le plus comparable possible (côté comptabilité nationale : hors services financiers et hors services immobiliers, branche très liée à l'activité des ménages).

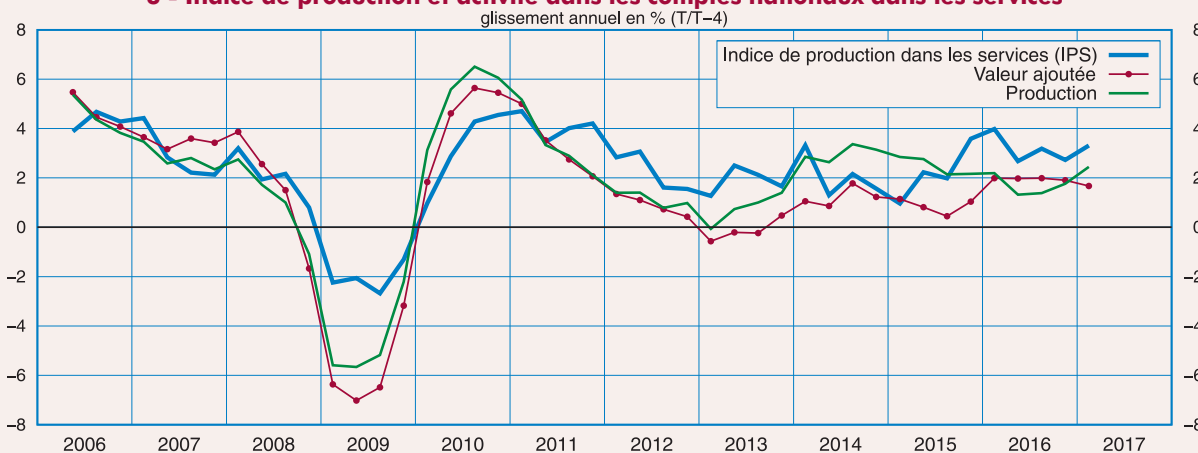
Sur ce champ, les fluctuations conjoncturelles de l'IPS et de la production des services dans les comptes nationaux coïncident bien (graphique 3). La

corrélation entre les variations trimestrielles des deux agrégats est de 70 %.

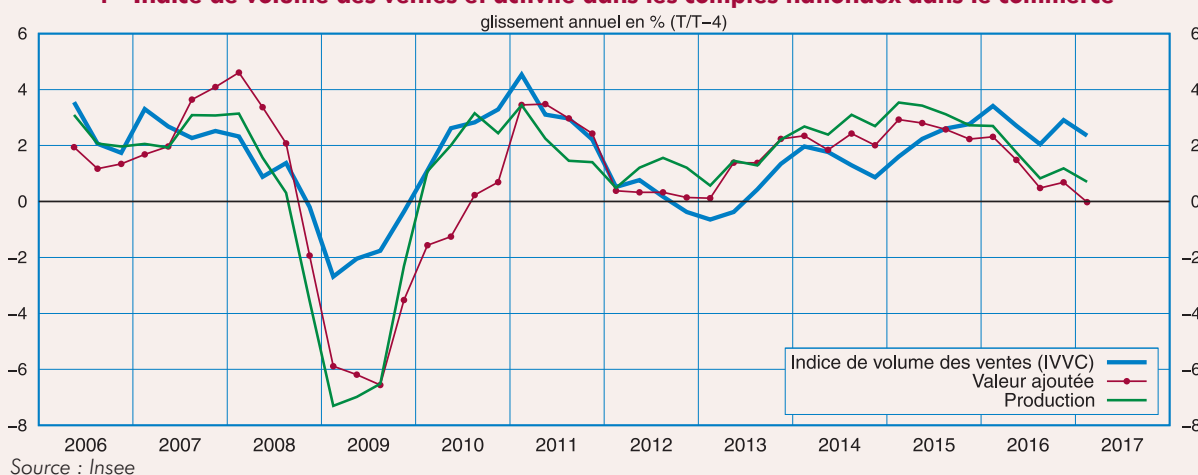
La dynamique de l'IPS s'avère plus proche de celle de la production que de celle de la valeur ajoutée. L'IPS étant pondéré par la valeur ajoutée, ce constat peut paraître paradoxal. Il s'explique par deux raisons. D'une part, les évolutions élémentaires sont bien des évolutions de chiffres d'affaires, dont le concept de comptabilité nationale le plus apparenté est la production. D'autre part, ces évolutions, même pondérées par la valeur ajoutée une année de base, ne peuvent détecter la déformation de l'appareil productif que relatent les données structurelles et la comptabilité nationale : en effet, les modes de production évoluent au fil du temps et le ratio production/valeur ajoutée n'est pas constant, même au niveau d'activité le plus fin.

Sur le champ des services commerciaux, les fluctuations entre IVVC et production de la branche commerciale des comptes coïncident aussi (graphique 4). La corrélation entre les variations trimestrielles de ces deux variables est de 69 %. Comme pour les services, cette corrélation ne va pas de soi : les fluctuations de la production du commerce dans les comptes trimestriels proviennent surtout de celles des emplois des biens commercialisables (consommation, investissement et exportations en biens fabriqués notamment) dont les sources diffèrent de l'IVVC.

3 - Indice de production et activité dans les comptes nationaux dans les services



4 - Indice de volume des ventes et activité dans les comptes nationaux dans le commerce



Pour le conjoncturiste, l'IPS peut être un nouvel indicateur utile pour apprécier la croissance en temps réel

La bonne adéquation entre les variations trimestrielles des comptes et celles de l'IPS fait de ce nouvel indicateur une source d'information potentiellement utile sur la conjoncture en temps réel.

Notamment, lorsqu'un trimestre T s'achève, et que l'on ne dispose que de peu d'informations quantitatives le concernant (1 voire 2 mois d'IPI qui est publié 40 jours après la fin du mois considéré), qu'apporte l'information issue du premier mois du trimestre considéré (disponible à 60 jours, donc en fin du trimestre T) ?

De premiers tests de modélisation économétrique, tentant d'expliquer les variations trimestrielles du PIB directement, ou de la seule production des branches

de services marchands, montrent les quelques résultats suivants (*tableau*) :

- seule, la série des acquis de croissance trimestrielle « à un mois » de l'IPS apporte une information nettement significative (modèle 1) ;
- cette information reste significative si on ajoute dans la modélisation des indicateurs de climat des affaires issus des enquêtes de conjoncture (modèle 2) ;
- en revanche l'acquis de croissance trimestrielle à un mois de l'IPS n'apporte pas une information complémentaire suffisante sur l'évolution du PIB dès lors que l'on ajoute comme information l'acquis de l'IPI, à un ou deux mois (modèles 3 et 4) ;
- l'acquis d'IPS reste significatif dans ces modèles (3 et 4) dès lors que l'on se restreint à la seule activité des services marchands. ■

Apport de l'IPS dans les modèles d'étalonnage du PIB ou de l'activité des services marchands

	Élasticité à l'acquis à 1 mois d'IPS de...			
	...la croissance du PIB (écart-type de la série : 0,50 %)		...la croissance de la production des services marchands (écart-type de la série : 0,86 %)	
	Coefficient (probabilité)	RMSE en échantillon	Coefficient (probabilité)	RMSE en échantillon
Modèle 1 : variable d'IPS seule	0,16 (0,03)	0,42	0,41 (0,00)	0,62
Modèle 2 : modèle 1 + climat des affaires France	0,13 (0,04)	0,31	0,29 (0,01)	0,51
Modèle 3 : modèle 2 + acquis d'IPI à 1 mois	0,05 (0,37)	0,25	0,19 (0,05)	0,46
Modèle 4 : modèle 2 + acquis d'IPI à 2 mois	0,05 (0,28)	0,25	0,19 (0,03)	0,43

Lecture : dans le modèle 3 d'étalonnage de la croissance de la production des services marchands, trois variables sont testées simultanément : l'indice de climat des affaires, l'acquis d'IPI à un mois et l'indice de production dans les services. Pour ce dernier, le coefficient lié est de 0,19 et apparaît significativement non nul dans la mesure où la probabilité du test de Student associé est de 0,05. La moyenne quadratique des erreurs de ce modèle (RMSE) est de 0,46 %.

Source : Insee

Bibliographie

Gorin Y., Olive P.-D., Renne C. et Bortoli C. (2015), « De nouvelles avancées dans l'utilisation des enquêtes de conjoncture de l'Insee pour le diagnostic conjoncturel », *Note de conjoncture*, mars, p. 21-41.

La méthode

Comment est construit l'indice de production dans les services

La production de services d'une entreprise peut être approchée par le chiffre d'affaires qu'elle génère. L'Insee publie ainsi déjà depuis quarante ans des « indices de chiffre d'affaires » sur la plupart des secteurs d'activité marchande (hors agriculture et activités financières notamment). Ces indices s'appuient sur une source fiscale, le formulaire « CA3 », que doivent remplir les entreprises pour le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Néanmoins, les variations de ces indicateurs intègrent les évolutions de prix, ce qui complique la compréhension des évolutions conjoncturelles. Pour obtenir une évaluation du volume d'activité, c'est-à-dire une évolution du chiffre d'affaires qui ne dépende pas des variations des prix, il est nécessaire de déflater (c'est-à-dire diviser) l'indice de chiffre d'affaires en valeur par un indice de prix de production reflétant l'évolution des prix du secteur considéré.

Les indices de prix de production des services sont calculés à partir de relevés de prix trimestriels de quelque 10 000 produits recueillis auprès d'un échantillon représentatif d'environ 1 700 entreprises dans le cadre de l'enquête Observation des prix de l'industrie et des services. Certains secteurs spécifiques ne font pas l'objet d'une collecte ; dans ces cas, un indice de prix très proche est utilisé comme déflateur : il peut s'agir de l'indice de prix à la consommation (IPC) du service en question ou de l'indice de prix de production dans une autre activité de services apparaissant comme un bon proxy. Dans la mesure où ces indices de prix de production sont calculés et publiés trimestriellement 60 jours après la fin du trimestre de référence, il doivent être mensualisés à l'aide de traitements statistiques adaptés (en utilisant un indicateur mensuel bien corrélé, par exemple un indice de prix à la consommation mensuel) et faire l'objet de prévisions deux mois sur trois.

Les indices de production à un niveau fin sont ainsi définis comme le rapport de l'indice de chiffre d'affaires en valeur par le déflateur de prix associé. Cette opération est effectuée pour les 141 classes retenues des secteurs de services marchands : le transport et entreposage (section H de la nomenclature d'activités française NAF rév. 2) ; l'hébergement et restauration (I) ; l'information et communication (J) ; les activités immobilières (L) ; les activités spécialisées, scientifiques et techniques (M) ; les activités de services administratifs et de soutien (N) ; les arts, spectacles et activités récréatives (R) ; les « autres activités de services » (S, divisions 95 et 96 uniquement).

Une fois les indices calculés au niveau le plus fin de nomenclature, les indices des secteurs plus larges sont obtenus en agrégeant ces indices élémentaires par des indices de Laspeyres (à pondérations constantes dans le temps).

L'indice de production dans les services sera rebasé tous les cinq ans ; l'indice publié actuellement est en base 2010, c'est-à-dire que les pondérations des différents niveaux correspondent à des valeurs calculées sur l'année 2010. Il est aussi publié en référence 100 en 2010, c'est-à-dire que les indices des différents niveaux ont pour moyenne 100 en 2010. Les pondérations constantes des indices élémentaires sont les valeurs ajoutées par branche issues des comptes nationaux.

Les séries sont publiées depuis 2005, corrigées des variations saisonnières (CVS) et des effets de calendrier (CJO). ■